

## APPEL À COMMUNICATIONS

### COLLOQUE INTERNATIONAL PLURIDISCIPLINAIRE

#### **ESPACES DE VIE, ESPACES-ENJEUX : ENTRE INVESTISSEMENTS ORDINAIRES ET MOBILISATIONS POLITIQUES**

**Co-organisé par le RESO (UMR 6590) et le CRAPE (UMR 6051)**

**Dates : 5-7 novembre 2008**

**Lieu : Université Rennes 2 et IEP de Rennes**

#### **THÉMATIQUE TRANSVERSALE**

La dimension spatiale des rapports sociaux et politiques est habituellement abordée par les sciences sociales à travers des découpages disciplinaires et des problématisations conduisant à séparer ce qui relève des espaces de vie des acteurs sociaux et ce qui renvoie à la construction de problèmes publics (espaces-enjeux ou enjeux spatialisés) par les mobilisations collectives et les instances politico-administratives. L'objectif de ce colloque est d'interroger cette séparation et de réfléchir aux continuités et discontinuités mais aussi aux articulations entre ce que l'on peut appeler l'investissement ordinaire de l'espace et les mobilisations davantage organisées ou institutionnalisées, qu'il s'agisse de mobilisations « par le bas » (associations, collectifs, mouvements sociaux) ou « par le haut » (instances et dispositifs d'action publique).

L'idée directrice est que l'on peut distinguer plusieurs types ou niveaux ou régimes de mobilisation (d'investissement, d'engagement) relatifs à l'espace ou susceptibles de traductions spatialisées, allant de pair avec des manières différentes d'appréhender et de réguler les rapports sociaux, et que l'analyse des spécificités de ces types, niveaux ou régimes, ainsi que de leurs modalités d'articulation, constitue un objet d'étude important à plusieurs égards. Bien souvent, la question des mobilisations relatives à l'espace n'est traitée qu'à partir des mouvements sociaux, des conflits ouverts (d'aménagement, d'implantation, d'appropriation, d'usage), des controverses, des modes de constitution et de gestion des problèmes publics. L'intérêt de l'entrée proposée est d'ouvrir sur d'autres questionnements, en interrogeant en particulier les articulations et les clivages entre formes ordinaires d'investissement de l'espace et mobilisations politiques. Elle permet notamment de faire

apparaître des enjeux non encore constitués en problèmes publics ou à peine émergents dans le débat public, restant cantonnés à la sphère privée et interpersonnelle. Elle conduit également à examiner la manière dont les associations, les mouvements sociaux, les instances et dispositifs d'action publique s'étaient ou pas sur l'expérience sociale des acteurs ordinaires, la catégorisent, la reconfigurent. En particulier, alors que l'on parle beaucoup de démocratie participative, quelle place effective fait-on aux acteurs sociaux dits ordinaires (en tant que pratiquants d'un espace, qu'habitants d'un territoire donné, que riverains d'un projet controversé, etc.) dans les procédures et dispositifs d'action publique ?

Le thème du colloque prend toute sa portée lorsqu'on le rapporte à un certain nombre de transformations sociohistoriques. Mentionnons notamment des transformations culturelles marquées par des processus de détraditionalisation, allant possiblement de pair avec l'affaiblissement des ressources et régulations endogènes et souvent informelles des acteurs sociaux pour coordonner les usages ou réguler les tensions, conflits et controverses qui marquent leurs espaces de vie. Parallèlement, l'on peut mettre l'accent sur une réflexivité accrue à l'égard des modalités de structuration des rapports sociaux, qui se traduit d'un côté par une intervention croissante des acteurs publics et privés dans le tissu de la vie sociale – projets d'aménagement, d'implantation, de requalification, intervention dans les conflits d'appropriation et d'usage, enjeux de compétitivité des territoires, de développement durable –, de l'autre par une promptitude à la mobilisation autour d'enjeux variés, la contestation des savoirs dits experts et des orientations privilégiées par les acteurs politico-administratifs.

Ces différentes dynamiques de transformation conduisent à s'interroger sur la façon dont s'opèrent les régulations des pratiques et rapports sociaux inscrits dans l'espace et qui renvoient simultanément à des espaces de vie et à des enjeux de mobilisation politique par le bas ou par le haut. Comment les acteurs ordinaires traitent-ils les épreuves liées à la co-occupation de l'espace (gêne, trouble), quel type d'expérience de l'altérité, quelles formes de régulations régissent leurs rapports, y compris dans leurs dimensions de violence symbolique, de cautionnement d'inégalités et de rapports de domination ? Quels types de déplacement et de reconfiguration les formes de mobilisations politiques opèrent-elles, en particulier à travers des cadres militants, scientifiques, techniques, gestionnaires d'appréhension et de traitement des questions et des espaces, mais aussi à travers le développement de scènes publiques de controverses ou de concertation ? Assiste-t-on à des phénomènes de rigidification et de conflictualité ouverte croissante (dont témoigneraient en particulier des dynamiques de juridicisation et de judiciarisation) ? Voit-on se développer des ruptures tendancielle à l'égard du passé – par exemple, développement de bases de loisir spécialisées en lieu et place de la multifonctionnalité des espaces agricoles – ou des formes de continuum entre les logiques et régulations endogènes des espaces de vie et celles associées à l'univers de l'action publique ? Telles sont quelques-unes des questions que ce colloque souhaite aborder.

Un autre ensemble d'interrogations fécondes porte sur les jeux d'échelles et les enchevêtrements d'échelles spatiales associés aux différents niveaux et types de mobilisation. Cela conduit à examiner l'articulation entre l'espace effectif de mobilisation des acteurs (les lieux concrets où ils agissent) et l'espace de référence de leur mobilisation (les territoires d'identification ou de compétence qui sont au fondement de leur action). L'objectif sera de dépasser les lieux communs comme celui du brouillage des niveaux d'action ou encore les dichotomies commodes – telles que celle du global et du local – qui dispensent de réfléchir sur les articulations opérées par les acteurs, leur inventivité à se positionner dans des contextes d'action présentant parfois des contraintes ou des opportunités inédites.

Le thème du colloque appelle logiquement une approche pluridisciplinaire visant en particulier à confronter les problématiques élaborées par la sociologie, la géographie sociale et la science politique.

## LES AXES DU COLLOQUE

*Afin de prendre la mesure de cette large thématique, nous proposons de regrouper les communications sous quatre axes.*

### ***Axe 1 : Les types et niveaux de mobilisation (d'investissement, d'engagement) relatifs à l'espace et leur articulation***

Les rapports à l'espace – et les rapports sociaux qui s'y déploient – sont fonction des positions, identités et registres depuis lesquels on l'appréhende, que ce soit en tant que milieu existentiel ou milieu de vie (la terre de l'agriculteur, le quartier du riverain, le paysage du promeneur) ou en tant qu'enjeu (comme militant, porte-parole, élu, fonctionnaire, expert). L'on peut émettre l'hypothèse que différents niveaux et types d'investissement ou de mobilisation relatifs à l'espace vont de pair avec des logiques d'action et des modes de régulation spécifiques. Les espaces communs ou partagés donnent lieu à des régulations que l'on peut nommer endogènes, issues des jeux d'acteurs passés et présents. Celles-ci peuvent se cristalliser sous forme de principes et règles tacites d'appropriation et d'usage, de normes de co-occupation, d'accords informels, constituant autant d'éléments d'un sens commun et d'un rapport d'évidence aux pratiques sociales relatives à tel ou tel espace. Le développement de formes plus organisées ou institutionnalisées de mobilisations va de pair avec d'autres types de logiques d'action et de régulations : construction de problèmes publics, montée en généralité, répertoire de l'action collective militante, instances et dispositifs d'action publique, normes législatives et réglementaires, etc.

Plutôt que de poser *a priori* une définition précise de la notion de « mobilisation » et une démarcation forte entre mobilisations et d'autres modalités de rapport à l'espace, il s'agira de s'interroger sur les types et niveaux de mobilisation (d'investissement, d'engagement) relatifs à l'espace. Les communications viseront à clarifier ces types, à les mettre en regard, à cerner leurs spécificités (en termes de logiques d'action, de régulations, de modes de coordination et d'accords) et leurs modalités variées d'articulation. Elles pourront également développer des hypothèses relatives aux transformations historiques de longue durée et à la façon dont elles reconfigurent les enjeux (affaiblissement des régulations endogènes, réflexivité critique à l'égard des savoirs dits experts et des orientations politico-administratives, prise de conscience des enjeux écologiques et thématique du développement durable, etc.).

### ***Axe 2 : Les dynamiques sociales associées aux mobilisations à dimension spatiale***

Les différents niveaux d'investissement de l'espace ou de mobilisation à propos de l'espace génèrent de nombreuses dynamiques sociales. L'objectif est de saisir la manière dont se reconfigurent les expériences sociales, les réseaux relationnels ou militants, les répertoires d'action, les registres de justification, les scènes de confrontation et de débat. Comment par exemple, sur la base de l'investissement ordinaire des espaces, se développent des tensions, des troubles, des inquiétudes, des concernés, débouchant sur des formes de mobilisation infra-politiques (ex : plainte dans l'entourage), puis éventuellement sur des mobilisations publiques ? Quelles relations s'établissent au fil du temps au sein des associations entre d'une part les préoccupations quotidiennes des adhérents et militants de base et les réseaux sociaux de proximité, et de l'autre les répertoires d'argumentation et de justification plus généraux et les réseaux sociaux plus larges (réseaux militants, réseaux d'action publique) ? Les acteurs ordinaires se transforment-ils lorsqu'ils sont amenés à siéger dans des instances pluripartites et comment, quels sont leurs rapports avec leurs mandants ?

Les communications proposées viseront à éclairer ces différentes dynamiques sociales. Elles pourront s'intéresser à un type spécifique de mobilisation, en vue d'en saisir la dynamique interne, porter sur les processus de basculement d'un type de mobilisation à l'autre, ou encore examiner les formes d'articulation qui se tissent au fil du temps, que ce soit au niveau des acteurs ou des organisations, entre plusieurs registres d'engagement relatifs à des espaces simultanément vécus et constitués en enjeux publics.

### ***Axe 3 : Les formes du rapport effectif à l'espace et la reconfiguration des territorialités***

Multiscalaires et relatifs aux pratiques des groupes et des individus, les espaces de vie et les espaces enjeux sont dotés d'une géométrie variable et d'une épaisseur certaine. La manière d'appréhender et de qualifier ces espaces paraît dépendre étroitement du mode d'engagement social dans lequel on s'inscrit. Envisagé sous l'angle de l'investissement ordinaire, l'espace se présente souvent sous une forme éminemment concrète, il constitue en tant qu'espace vécu un milieu existentiel, support d'expériences sensibles, d'habitudes, de routines, d'identifications, d'affects. À l'inverse, inscrit dans un univers professionnel ou dans des enjeux politiques, l'espace est fréquemment doté de qualités plus abstraites, entrant dans des caractérisations de type scientifique, technique, économique, écologique, sanitaire, stratégique, etc. La porosité entre ces deux appréhensions peut aussi donner lieu à un métissage du rapport à l'espace dans le cadre des mobilisations collectives. Il est donc nécessaire de tenir compte de la diversité des modes d'appréhension de l'espace selon les acteurs engagés dans les mobilisations, d'un point de vue tant synchronique que diachronique, pour contribuer à l'analyse du processus de construction spatiale d'une problématique sociale. Par ailleurs, qu'il soit abordé de manière sensible-concrète à une échelle micro ou plus abstraite et à des échelles plus larges, cet espace fait l'objet de représentations par les acteurs, qui vont être activées et se confronter lors des mobilisations.

Les communications porteront sur ces différentes facettes du rapport à l'espace. Elles pourront viser à cerner différentes modalités d'appréhension de l'espace associées aux formes d'investissement ordinaires, ou porter sur les processus et dynamiques de territorialisation liés aux mobilisations. Dans le premier cas, on pourra explorer les relations entre les investissements ordinaires dans les espaces vécus, la construction de concernés et l'émergence éventuelle de mobilisations plus structurées. Dans le second, on pourra s'intéresser aux effets respectifs des pratiques de délimitation, de réglementation des usages et d'affectation des espaces par le droit ou l'action publique (politiques territorialisées de l'Etat, des collectivités ; zonages, périmètres, schémas, plans) et des processus d'appropriation ou de revendication des acteurs mobilisés dans des associations, collectifs ou mouvements sociaux sur la construction de nouvelles territorialités et sur les reconfigurations territoriales.

### ***Axe 4 : L'espace comme référence et métaphore politique***

L'on souligne fréquemment combien le terme d'espace est polysémique, se prêtant en particulier à des usages métaphoriques (ex : espace des positions sociales, espace public) qui font l'objet de discussions et de controverses entre ceux qui déplorent la confusion qu'elles génèrent et ceux qui soulignent à l'inverse le caractère fécond de ces mélanges de significations. Ceci s'applique en particulier à la notion d'« espace public », défini en urbanisme comme un lieu concret (bâtiment, place, rue...) ouvert et accessible à tous, et dans un sens socio-politique comme ensemble de lieux d'expression des différentes catégories d'acteurs de la société civile (citoyens, représentants d'associations, ONG, monde socio-économique) ou ensemble d'instances et dispositifs de débat public, de confrontation et de médiation proposés par les pouvoirs publics.

Les communications porteront sur les formes d'expression des mobilisations et les dispositifs publics relatifs à des espaces-enjeux. Elles pourront viser à creuser les distinctions et les articulations entre différents types d'espaces publics, s'intéresser à la place accordée ou non (et sous quelle forme) par les instances d'action publique aux différentes catégories d'acteurs et notamment aux habitants et pratiquants des espaces. On interrogera également utilement les pratiques de « gestion intégrée » et de « gestion concertée » des espaces, en les confrontant aux modèles proposés par les dispositifs législatifs nationaux et internationaux et en montrant comment les délibérations collectives prises à des niveaux territoriaux différents (local/régional, régional/national) et dans des domaines d'application variés peuvent éventuellement exprimer des choix, des orientations contradictoires. Les communications pourront encore explorer de manière critique la notion controversée et polysémique de « gouvernance », pour voir dans quelle mesure et à quelles conditions elle peut offrir des perspectives de rencontre et d'articulation entre investissements ordinaires et mobilisations politiques.

## COMITÉ SCIENTIFIQUE ET COMITÉ D'ORGANISATION

### Comité scientifique

Allain Sophie (sociologie, INRA)  
Bertheleu Hélène (sociologie, Tours)  
Blanc Maurice (sociologie, Strasbourg)  
Bonny Yves (sociologie, Rennes 2), co-président  
Cailly Laurent (géographie, Tours)  
Cantelli Fabrizio (science politique, Bruxelles)  
Hamidi Camille (science politique, Lyon)  
Hayes Graeme (French studies, Aston University, UK)  
Keerle Régis (géographie, Rennes 2)  
Le Bart Christian (science politique, IEP, Rennes 1)  
Le Bourhis Jean-Pierre (science politique, Amiens)  
Le Caro Yvon (géographie, Rennes 2)  
Loncle Patricia (science politique, EHESP)  
Ollitrault Sylvie (science politique, IEP, Rennes 1), co-présidente  
Parazelli Michel (géographie, Montréal)  
Storrie Tom (Colleges of further and higher education, UK)  
Vitale Tommaso (sociologie, Université de Milan)

### Comité d'organisation

Bonny Yves  
Danic Isabelle  
Dorso Franck, co-président  
Ollitrault Sylvie  
Renaud-Hellier Emmanuelle, co-présidente  
Rothé Céline  
Souchard Nadine

## PROPOSITIONS DE COMMUNICATION

Les résumés (une page) devront parvenir **au plus tard le 19 mai 2008** à l'adresse suivante : [colloque.eeve@univ-rennes2.fr](mailto:colloque.eeve@univ-rennes2.fr)

Les intervenants retenus recevront, **fin juin 2008**, un accord de principe, à charge pour eux d'adresser leur communication définitive **avant le 20 octobre 2008**, selon les modalités de présentation qui leur seront alors communiquées.